

Discours de S.A.S. le Prince Albert II de Monaco prononcé en anglais au Virtual World Ocean Summit le 3 mars 2021

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord remercier The Economist et ses responsables d'avoir pris l'initiative de ce World Ocean Summit. Et je voudrais aussi les remercier de l'avoir maintenu, en l'adaptant, malgré les circonstances que nous connaissons...

Depuis 2012, ce rendez-vous est pour nous tous l'occasion de mieux mesurer les enjeux nombreux et complexes qui entourent l'avenir des océans. Et c'est toujours un plaisir pour moi d'y participer.

Cette année encore, alors que le monde est plongé dans une pandémie meurtrière, nous avons aussi le devoir de nous pencher ensemble sur les océans et sur leur avenir. Car cet avenir est aussi notre avenir.

Je sais que nous en avons conscience ici Mais je sais aussi que cette conscience est hélas insuffisamment partagée par nos contemporains.

Il s'agit-là, peut-être, du plus grand des maux dont souffrent les océans : notre manque de conscience de leur importance, et notre indifférence à leur égard...

Bousculée par l'urgence permanente, notre époque souffre d'une sorte de myopie, qui nous fait voir surtout – et parfois exclusivement – ce qui est proche de nous, dans l'espace et dans le temps.

Or, les océans sont souvent un peu plus loin que notre quotidien. Ils sont éloignés géographiquement de la terre ferme sur laquelle nous vivons. Et ils sont éloignés chronologiquement de nos échéances de l'instant, car les mécanismes qui les affectent ne se mesurent pas à l'échelle de nos actualités.

Ils sont pourtant bien plus proches de nous et des grands enjeux de notre monde que nous ne le croyons.

C'est ce message que je voudrais partager avec vous. Un message qui va au-delà de nos cénacles, au-delà de cette réunion, et doit être entendu le plus largement possible.

Un message très simple : il y a peu de sujets aussi urgents, aussi déterminants et aussi proches de nous que ceux qui concernent les océans.

Lorsque l'on parle des océans, on parle de notre vie d'humains, ici et maintenant. On parle de santé, d'énergie, de nutrition, d'économie, d'innovation, de commerce, de sécurité internationale...

C'est de tout cela que je souhaiterais que nous parlions à nos contemporains lorsque nous leur parlons des océans. Et c'est de tout cela que je voudrais vous parler aujourd'hui, en m'arrêtant un instant sur ces différents enjeux.

Je commencerai par la santé, tout d'abord, puisque cette question occupe aujourd'hui une place prépondérante dans nos préoccupations.

Or, comment pourrions-nous aujourd'hui porter une stratégie sanitaire cohérente et de long-terme, sans nous préoccuper du sort des océans ?

Comment ne pas voir que notre santé dépend aujourd'hui directement de leur situation ? Comment ignorer que la dégradation, la pollution et la destruction des écosystèmes marins a sur la santé humaine des effets dramatiques ?

Il y a quelques semaines, nous avons réuni à Monaco un important symposium consacré à ce sujet. Ce symposium était organisé en partenariat avec le Boston College, le Centre Scientifique de Monaco et ma Fondation.

Il a souligné les effets délétères de la pollution, notamment plastique, sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Avec, au sommet de cette chaîne, des conséquences directes sur notre santé à tous...

Mais ce symposium a aussi montré qu'il ne s'agissait-là que de la partie la plus visible du drame qui se joue.

Au-delà des pollutions, les océans sont aussi menacés par l'expansion toujours plus grande des activités humaines, qui les fragilise et nous menace en retour. L'urbanisation non maîtrisée, la surpêche, l'exploitation déraisonnable de certaines ressources... tout cela contribue à ravager leurs fonds, à appauvrir leurs écosystèmes, à menacer leurs espèces et à fragiliser leurs équilibres. Et tout cela a aussi des conséquences sur notre santé.

A quoi s'ajoutent les nombreux effets ou corollaires du changement climatique : l'acidification des océans, le développement de pathogènes, ou encore la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, dont les effets peuvent être désastreux pour les populations côtières...

Mais ce symposium n'a pas seulement alerté sur les dangers que font peser sur notre santé des océans dégradés. Il a aussi rappelé les potentialités immenses des océans en matière de santé, que ce soit par les capacités de modélisation que nous offrent les organismes marins, lorsqu'il s'agit de comprendre le fonctionnement de nos propres organismes, ou pour le développement de nouvelles molécules, plus que jamais nécessaires pour mieux nous soigner. Parler des océans, c'est donc aussi parler de notre santé.

Et c'est également parler de notre alimentation, elle aussi directement liée à notre santé.

Chaque être humain consomme aujourd'hui en moyenne plus de vingt kilos de poissons par an. Au cours des soixante dernières années, cette consommation a augmenté deux fois plus vite que la croissance démographique. On considère aujourd'hui que plus de trois milliards de nos contemporains tirent l'essentiel de leurs protéines de la mer.

Avec une population mondiale de bientôt huit puis neuf milliards d'individus, et tandis que de nombreuses ressources terrestres montrent des signes d'essoufflement, comment négliger ces enjeux ?

Et cette dépendance a un coût, et pourrait demain nous menacer. Car les stocks de poissons déclinent de manière dramatique, victimes de la surpêche, de la pêche illégale et de la dégradation des écosystèmes.

Selon la FAO, plus du tiers d'entre eux sont déjà surexploités. Tout accroissement des moyens de capture ne pourra donc conduire à terme qu'à une nouvelle baisse de la production. D'autant qu'aller chercher ces poissons de plus en plus rares implique des techniques de pêche de plus en plus dévastatrices.

Face à ces périls, la tentation est grande de développer l'aquaculture. Dès à présent, elle représente pratiquement la moitié de la production mondiale de poissons. Mais elle pose, elle aussi, de nombreux problèmes.

Il faut parfois jusqu'à cinq kilos de produits animaux converti en farine pour produire un seul kilo de poisson frais. A quoi s'ajoutent de nombreux effets indésirables : rejets de méthane, pollutions, transmission d'épizooties, prolifération de microalgues, évocation d'espèces domestiques vers les milieux naturels, et fragilisation des espèces sauvages...

Pour assurer la nutrition de l'humanité, pour faire face à ses besoins croissants, il est donc nécessaire de mieux nous préoccuper des océans, et de tout faire pour protéger la vie qu'ils abritent, afin de lui permettre de se régénérer.

Car parler des océans, c'est aussi, bien sûr, parler de biodiversité.

Alors que cette année 2021 sera marquée je l'espère par des rendez-vous importants consacrés à ce sujet, en particulier la COP15 de la Convention sur la Diversité Biologique, et le congrès mondial de l'IUCN il est essentiel que les problématiques océaniques y trouvent toute leur place.

A cet égard, l'un des enjeux majeurs qui se pose, pour la préservation de la biodiversité océanique, est le développement des aires marines protégées. Nous savons en effet à quel point ces systèmes de protection permettent, bien conçus et efficacement gérés, de concilier développement des activités humaines et préservation des équilibres naturels.

Leur développement, malheureusement, se heurte à maints obstacles.

Une expansion insuffisante, tout d'abord, en dépit des ambitions affichées à Aichi en 2010. Loin de l'objectif de 10% que nous avons alors adopté, on estime aujourd'hui que à peine 7% des surfaces marines sont placées sous statut protégé et encore faut-il analyser le niveau réel de cette protection. Pour avoir un réel impact la communauté scientifique s'accorde aujourd'hui à considérer que cette proportion devrait s'élever à 30% au moins aussi vite que possible et en tout cas dans les dix ans à venir ...

Mais au-delà de leur extension, c'est la conception et la gestion des aires marines protégées qui posent problème.

Aujourd'hui, une aire marine protégée sur dix seulement a évalué l'efficacité de sa gestion. Moins d'un quart d'entre elles dispose de ressources suffisantes. Il est donc nécessaire de mieux les doter et de mieux les administrer.

Et il est surtout nécessaire de mieux les répartir, non pas en fonction des opportunités, comme cela se fait souvent – dans des zones faciles à protéger car loin des activités humaines. Mais dans des zones réellement menacées, et de manière coordonnée, notamment pour protéger les espèces migratrices. Aujourd'hui, on estime malheureusement que la moitié à peine des sites marins du patrimoine mondial naturel ont des modes de gestion et de protection efficaces.

C'est pourquoi je m'engage depuis des années en faveur d'un accroissement, d'une meilleure gestion et surtout d'une plus grande coordination des aires marines protégées.

Nous avons ainsi créé, avec la France et la Tunisie, un fonds fiduciaire innovant, destiné à favoriser ce développement efficace et coordonné en Méditerranée. Réunissant des capitaux publics et privés, il vise à renforcer et pérenniser les aires marines existantes, à soutenir les réseaux régionaux, à susciter l'implication des Etats, et à financer de nouvelles aires.

D'autres pays sont également engagés en ce sens, et des avancées importantes ont été obtenues au cours des dernières années dans toutes les régions du monde. La communauté internationale, de plus en plus, agit pour la création d'aires marines protégées dans les eaux internationales, qui elles aussi constituent des pistes nécessaires pour protéger efficacement nos mers.

Je pense par exemple à la mer de Ross, au large de l'Antarctique, pour laquelle notre mobilisation a permis d'aboutir à la plus vaste aire marine protégée au monde.

Malheureusement, ces avancées demeurent encore largement insuffisantes. J'espère donc que de nombreuses autres réalisations similaires pourront aboutir, et je compte pour cela sur les négociations sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales, en cours à l'ONU. Je souhaite qu'elles nous donnent des outils pour mieux prendre en compte ces enjeux.

Car au-delà de la biodiversité qu'elles permettent de sauvegarder, les aires marines protégées ont un effet direct sur le réchauffement climatique et ses effets.

En protégeant les mangroves, les marais, les herbiers, ces zones où l'activité photosynthétique est intense, elles freinent l'acidification des eaux. En augmentant la biomasse des poissons, elles accroissent les capacités de captation de carbone. Par les va-et-vient des poissons entre la surface et les profondeurs, elles favorisent le cycle du carbone organique. Et, en protégeant les grands prédateurs, elles empêchent la prolifération des herbivores qui détruisent les herbiers maintenant du carbone dans les fonds.

J'ajoute que la protection de certains éléments naturels comme les mangroves ou les récifs coralliens, qui sont aussi des remparts contre les conséquences du changement climatique, permet d'atténuer certaines catastrophes naturelles.

J'en viens ainsi à un autre enjeu face auquel la prise en compte des océans est nécessaire : je pense bien sûr au climat. Il y a dix-huit mois, le rapport spécial du GIEC consacré aux océans, rédigé à la demande de Monaco et rendu public en Principauté, nous a permis de mieux comprendre les interactions nombreuses entre la situation des océans et le climat de la Planète.

Interactions positives, bien sûr, puisque l'océan joue un rôle très important d'atténuation du changement climatique. J'évoquais l'apport de sa biodiversité, mais on pourrait plus simplement évoquer la capacité d'absorption de gaz carbonique des océans. On estime en effet que l'océan a jusqu'ici capté près de 30% des émissions anthropiques de dioxyde de carbone, et qu'il a réduit de 93 % l'excédent de chaleur résultant de l'augmentation de l'effet de serre depuis les années 1970.

Or, cet apport vital de l'océan, sans lequel le climat de notre Planète serait d'ores et déjà bien plus dégradé, est aujourd'hui menacé.

Il est menacé par la saturation de gaz carbonique, qui entraîne l'acidification des eaux. Et il est menacé par le réchauffement ou les pollutions, qui altèrent sa biodiversité. Or, un océan dégradé risque d'accélérer le réchauffement, pour des décennies, voire des siècles.

C'est pourquoi il est nécessaire, chaque fois que le climat est évoqué, de prendre en considération les océans, dans tous leurs aspects.

Je me suis ainsi engagé, avec d'autres, pour que la question des océans soit placée à l'ordre du jour des COP sur le climat. Lors de la COP21, organisée en 2015 à Paris, nous avons obtenu que la question des océans soit enfin officiellement inscrite au programme des négociations et figure dans le préambule de l'Accord de Paris. Dès l'année suivante, la COP22 leur a consacré une journée spécifique, qui a été reconduite depuis à chaque édition.

Au-delà de ces grands rendez-vous, je suis mobilisé tout au long de l'année, avec ma Fondation, au sein de nombreuses organisations dédiées à ces sujets. Parmi celles-ci, je voudrais notamment citer la Plateforme Océan et Climat, que nous avons créée avec de nombreuses ONG et institutions internationales, afin de favoriser la prise en compte de ces enjeux, et qui multiplie les analyses et les recommandations de manière très utile.

Puisque je parle de climat, je voudrais également évoquer un autre aspect du changement climatique pour lequel la prise en compte des océans est nécessaire : c'est la transition énergétique.

A l'heure où notre monde prend conscience de la nécessité de changer de modèle énergétique, les perspectives offertes par les océans sont essentielles. Et elles sont

nombreuses, à l'image des énergies renouvelables que les océans recèlent : éoliennes offshore, hydroliennes, houlomotrices ou encore thalassothermiques – comme les boucles que nous avons installées depuis de longues années à Monaco, où elles permettent de chauffer et climatiser une part importante des constructions ...

Malheureusement, les énergies marines renouvelables ne représentent encore qu'une part infinitésimale de la production énergétique mondiale, et à peine 1% des énergies renouvelables.

Pour protéger notre planète de la catastrophe climatique, je ne saurais donc trop insister sur la nécessité, une fois encore, de se pencher sur les océans et leurs ressources si importantes.

Car au-delà de nos besoins en énergie, c'est l'ensemble de nos économies qui peut aujourd'hui trouver dans les océans des relais de croissance indispensables.

Nous savons que les potentialités de ce que l'on appelle l'économie bleue se mesurent désormais en milliards de dollars. Des milliards d'autant plus précieux que nos économies cherchent aujourd'hui des perspectives nouvelles, capables de concilier création de valeur et préservation de l'environnement. A cet égard, les océans offrent des perspectives quasiment infinies, dont nous devons prendre conscience afin d'en tirer profit de manière responsable et durable.

Un mouvement est en cours, dont témoigne par exemple la stratégie de croissance bleue portée par l'Union européenne dans son dernier rapport sur le sujet, daté de 2020. Il évalue à 5 millions le nombre d'emplois liés aux océans en Europe, pour un chiffre d'affaires de plus de 750 milliards d'euros par an. Faisant de la mer et des littoraux des moteurs de l'économie, la stratégie européenne table ainsi sur leur renforcement, du fait à la fois des limites des ressources terrestres et de la nécessité de la transition énergétique.

Elle mise pour cela sur des secteurs aussi divers que les énergies marines renouvelables, l'alimentation, le tourisme durable ou la bioéconomie bleue, et en fait une perspective majeure pour la sortie de la crise actuelle.

C'est une opportunité dont nous devons tous nous saisir, tant **les océans possèdent de solutions à même de nous aider à réinventer notre croissance.**

D'autant qu'il est une autre ressource pour laquelle nous aurons aussi besoin d'eux : je pense aux métaux rares. Ces minerais, nous le savons, sont aujourd'hui indispensables à la production des outils informatiques dont se nourrit la transition numérique, comme ils sont nécessaires à la fabrication des infrastructures permettant la production d'énergies renouvelables.

Pour faire face à nos besoins croissants en la matière, on considère que nous devons extraire d'ici à 2040 trois fois plus de terres rares, douze fois plus de cobalt et seize fois plus de lithium qu'aujourd'hui...

Là aussi, nous savons que c'est vers la mer qu'il faudra sans doute nous tourner pour les trouver, à la condition préalable de mettre en œuvre des méthodes d'extraction respectueuses de l'environnement. Si nous ne voulons pas que ce mouvement se traduise par des destructions des écosystèmes, qui auraient en retour des effets dramatiques sur notre climat, notre alimentation ou notre santé, il est donc essentiel, une fois encore, que nous apprenions à nous préoccuper davantage des océans, et à mieux les protéger.

Pour cela, comme pour tous les autres sujets que j'ai évoqués, il y a une nécessité : c'est d'améliorer nos connaissances des océans, aujourd'hui notoirement insuffisantes.

C'est pourquoi tout ce que je viens de dire n'a de sens que si nous nous appuyons sur le travail indispensable des scientifiques, et sur leur capacité unique à comprendre les mécanismes encore mystérieux des océans.

Car les océans, là est sans doute le principal péril qui les guette, sont encore trop méconnus. Il faut donc soutenir la recherche les concernant, et c'est pourquoi j'en ai fait une priorité.

A Monaco, avec l'action du Centre Scientifique de Monaco. Et à travers le monde, par les partenariats que conduit ma Fondation avec de nombreux laboratoires.

Tels sont, Mesdames et Messieurs, chers amis, quelques-uns des nombreux enjeux qui accompagnent les questions océaniques.

Il y en a de nombreux autres, évidemment : je n'ai pas parlé de transport, ni de commerce, alors que nous savons l'importance des porte-conteneurs qui sillonnent les océans pour le développement des échanges mondiaux.

Je n'ai pas parlé de paix, alors que nous voyons combien les investissements en marine de guerre augmentent dans de nombreux pays du monde. Alors que nous voyons aussi les tensions maritimes se multiplier, en particulier pour le contrôle de lieux de passage ou de ressources stratégiques, ou pour l'appropriation des plateaux continentaux.

Je n'ai pas parlé de droit international, alors que les océans, du fait notamment de ces enjeux croissants, posent aujourd'hui des questions majeures au système multilatéral.

J'ai passé sous silence tant de sujets essentiels, mais je crains d'avoir déjà été trop long...

C'est qu'au-delà des multiples sujets dont nous parlons lorsque nous parlons des océans, au-delà de leur détail, j'ai surtout voulu vous transmettre aujourd'hui un message très simple : **la nécessité d'inclure les enjeux océaniques à toutes nos préoccupations, à tous nos devoirs.**

Ce message est universel. Il y a tout juste cent ans, mon trisaïeul, le Prince Albert 1er, disait déjà cela lorsqu'il s'adressa à l'Académie nationale des sciences de Washington : « Il existe peu de champs du domaine scientifique terrestre dont on ne puisse prolonger la culture jusque dans le domaine maritime. »

De cette remarque scientifique, il tirait une conclusion politique essentielle : « **L'heure a sonné pour la considération mondiale des grands problèmes de l'Océan, que l'Humanité doit entreprendre avec ses meilleurs moyens car ils lui donneront plus vite les progrès qui vaincront sa barbarie.** »

Rappeler à quel point **les océans sont au cœur de toutes nos problématiques, et montrer qu'ils sont porteurs des progrès auxquels nous aspirons** : tel est l'objectif de ce Sommet.

Et c'est un objectif que j'espère nous partagerons tous.

Je vous remercie.